

Un plan d'urgence pour l'accès aux soins



Le budget de la Sécurité sociale pour 2024 présenté par le gouvernement est actuellement examiné par les parlementaires. Les plans du gouvernement sont particulièrement catastrophiques cette année : aux économies de bout de chandelles qui pèseront lourdement sur le dos des ménages, s'ajoutent la suspicion et la culpabilisation des malades. Quelques mesures cosmétiques ne font pas une politique de santé permettant d'accéder à la santé, partout sur le territoire. Alors que les inégalités explosent et que les déserts médicaux s'étendent, les Mutuelles de France réclament un plan d'urgence pour l'accès aux soins de tous, partout, et la suppression des taxes sur la santé. La santé n'est pas un luxe !

Non à la « petite Sécu »



Depuis 2018 (au moins), l'alarme est tirée dans les hôpitaux ; cet été encore des services d'urgence ont dû fermer partout sur le territoire ; les pénuries de médicaments se multiplient, y compris contre des cancers ; les déserts médicaux s'étendent.

Des pans entiers de populations ne peuvent plus adhérer à une complémentaire santé, alors que c'est chaque année plus indispensable. Résultat : plus d'1 personne sur 4 a déjà dû renoncer à se soigner, faute d'argent ou de professionnels.

« En même temps », que fait E. Macron ?

Les dépenses de santé augmentent naturellement chaque année et l'inflation galope, et cela fait deux ans de suite que le gouvernement n'augmente le budget de l'Assurance maladie qu'en-deçà de l'inflation.

Ce budget sera donc, dans les faits, moins important que les années passées. Il prévoit 3,5 milliards d'€ de nouvelles économies et de nouvelles exonérations de cotisations qui réduisent encore les moyens de la Sécu. Le gouvernement veut consacrer moins d'argent à protéger notre santé.

Aucune réponse structurelle, volontaire, ambitieuse, n'est rendue possible. Au contraire, après les retraites et le chômage, c'est sur le dos des assurés, singulièrement des malades, que le gouvernement veut faire des économies, avec :

- Le doublement des franchises médicales sur les consultations et médicaments,
- La possibilité de suspendre des indemnités journalières après contrôle d'arrêts maladie par des médecins délégués par l'employeur et pas uniquement de l'Assurance maladie,
- De nouveaux transferts sur les mutuelles.

Sans moyens pour faire face aux besoins croissants et en réduisant les droits des assurés sociaux, E. Macron réalise « la petite Sécu » pour livrer notre santé au secteur privé lucratif qui se développe.

Des mesures structurelles doivent être enfin engagées pour mettre la population « en Sécurité sociale » et pour répondre aux crises de l'hôpital et de la médecine de premier recours.

Toutes nos propositions sur
lasanteestundroit.fr



Mutuelles
de France



facebook.com/MutuellesdeFrance



twitter.com/MutuellesdeFr



linkedin.com/company/mutuelles-de-france



www.mutuelles-de-france.fr

Oui à la Sécurité sociale de haut niveau pour toutes et tous



88 milliards, c'est le montant annuel des exonérations de cotisations sociales. Ces exonérations ont doublé depuis 2017 et l'arrivée au pouvoir d'E. Macron. Sans compensation intégrale depuis 2019, et faute de faire contribuer toutes les richesses, **ces moyens manquent à la Sécurité sociale pour financer mieux nos retraites, notre santé, le chômage...**

C'est aussi la volonté politique qui manque : être à la hauteur de la promesse portée, depuis 1945, par la Sécurité sociale de garantir l'accès au droit à la santé « selon ses besoins » et sans discrimination.

Des actions cosmétiques pour masquer la casse...

- **Pour la santé des jeunes**, avec la gratuité des préservatifs et avec la prise en charge des protections menstruelles réutilisables avant 26 ans et pour les plus précaires.
- **Avec l'élargissement du partage des tâches** permettant la prescription d'antibiotiques par les pharmaciens en cas d'angine ou de cystite
- **Par le déploiement des RDV prévention.**



Pour un plan d'urgence d'accès aux soins !

Supprimer les taxes sur les mutuelles pour faire baisser les cotisations des ménages et favoriser l'accès aux soins.

Ces taxes représentent 14,1% sur les mutuelles, voire 21% pour certains contrats, soit près de 2 mois de cotisations par an. La santé n'est pas un luxe, c'est un droit fondamental !

Le gouvernement saborde la Sécurité sociale

- Avec des transferts de dépenses vers les mutuelles donc vers les cotisations payées par les ménages.
- Avec des coupes budgétaires dans la gestion des caisses d'assurance maladie qui entraînent des fermetures d'accueil pour les assurés sociaux.
- Avec des exonérations de cotisations sociales au bénéfice des entreprises qui asphyxient le budget de la Sécu.

Donner les moyens à la Sécurité sociale

et pour notre système de santé – hôpital, soins de premier recours, médico-social – **pour stopper les transferts de dépenses de santé.** Au lieu d'assurer les ressources suffisantes à la Sécurité sociale, le gouvernement choisit de faire payer **les mutuelles, donc les ménages** :

- + 1,6 milliard par an, depuis 2021 pour financement du « reste à charge 0 » par les complémentaires santé
- + 1,3 milliard chaque année de dépenses supplémentaires à partir de 2024
- + 500 millions supplémentaires au moins, dès 2024 avec le doublement annoncé des franchises sur les médicaments et les consultations.

Ce n'est plus tenable pour la population. Ces choix injustes rendent le coût de la santé insupportable et aggravent les inégalités.

Des mesures immédiates doivent être prises !

- ✓ Donner les moyens à la hauteur des besoins pour la sécurité sociale et pour notre système de santé – hôpital, soins de premiers recours, médico-social.
- ✓ Supprimer les taxes sur les mutuelles pour faire baisser les cotisations des ménages.

Interpelez vos parlementaires sur le site
pas-de-taxe-sur-ma-sante.fr !



**Mutuelles
de France**

 facebook.com/MutuellesdeFrance

 twitter.com/MutuellesdeFr

 linkedin.com/company/mutuelles-de-france

 www.mutuelles-de-france.fr